



Patrick Baz, Agence France Presse

## LES CONTESTATIONS POPULAIRES AU LIBAN EN 2019

D'une crise économique à un  
conflit politico-social: un nouveau printemps arabe ?

## La contestation dans le monde

Les images de manifestations populaires se multiplient et sont devenues récurrentes dans le paysage médiatique actuel. En effet, de plus en plus de populations **descendent dans les rues** pour se révolter contre des gouvernements jugés vétustes, inefficaces ou trop éloignés des priorités du peuple concerné.

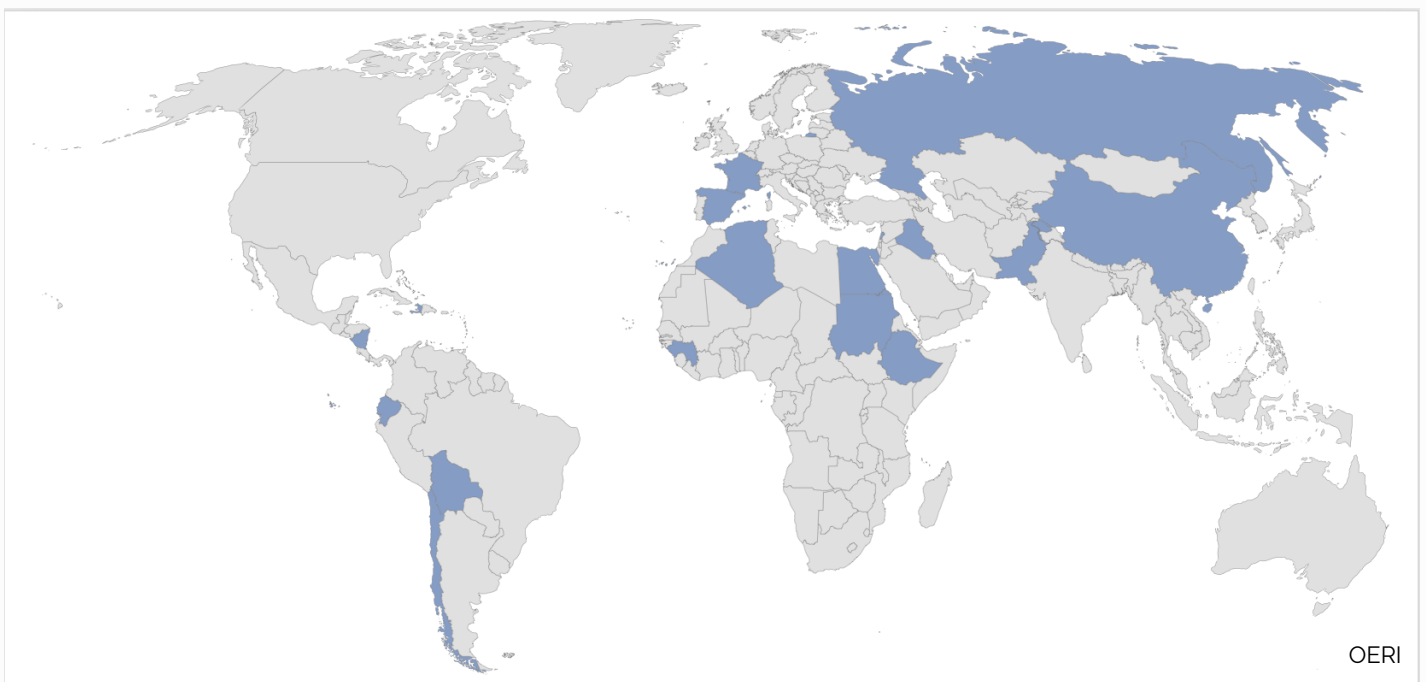
Ces mouvements contestataires, que l'on peut penser spécifiques à leur contexte local, sont en fait liés à un mouvement global de "**désenchantement vis-à-vis de tout un système**" comme le souligne Maria Fantappie, analyste à l'International Crisis Group.

Bien évidemment, les contextes nationaux, voire régionaux, priment lorsqu'il s'agit de la compréhension d'une crise spécifique, néanmoins plusieurs éléments communs permettent d'analyser de manière plus profonde toutes ces révoltes civiles. Que ce soit l'augmentation du prix du pain à Alger, du ticket de métro à Santiago, ou de l'instauration d'une taxe sur les communications téléphoniques WhatsApp au Liban, l'événement déclencheur de chacune de ces contestations a engendré une **réaction en chaîne inattendue**, et qui n'a fait que s'envenimer malgré la démission de certaines figures politiques.

Au Liban, les manifestations donnent également lieu à une certaine émancipation pour une partie de la société, notamment les jeunes et les femmes, qui sont au premier rang des cortèges et ont leurs revendications propres. Enfin, la présence de symboles communs, comme le visage du Joker, maquillé sur beaucoup de visages, ou peint en graffitis sur les murs, laissent penser que **ces révoltes ne sont pas que locales, mais bien globales**.

## Une contestation globalisée

### Pays touchés par des manifestations importantes en 2019



# Les grands moments de la contestation au Liban

**17 octobre**

Le gouvernement annonce l'adoption de la taxe WhatsApp qui embrase le pays et crée un mouvement de colère qui ne faiblit pas malgré le retrait de la réforme.

**18 octobre**

La mobilisation grandit et des violences éclatent entre policiers et manifestants. La contestation devient une dénonciation générale de la corruption et des problèmes économiques que subissent les Libanais quotidiennement. Le Premier ministre Saad Hariri laisse 72h à son gouvernement pour trouver des solutions aux problèmes économiques du pays, alors que la population réclame déjà son départ.

**21 octobre**

Saïd Hariri annonce l'ensemble des "mesures essentielles et nécessaires" élaborées par son gouvernement, en adoptant un budget 2020 qui prévoit une réduction drastique du déficit public. Les mesures semblent irréalisables ou insuffisantes pour les manifestants qui appellent à la démission du gouvernement, dans une mobilisation systématique qui réunit désormais toutes les communautés religieuses.

**24 octobre**

Le président Michel Aoun sort du silence, il refuse la démission de Saïd Hariri. Il déclare: "Ce n'est pas dans la rue que l'on peut changer le système politique".

**25 octobre**

Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, demande la démission du gouvernement, et des élections législatives anticipées en dénonçant les révoltes populaires. Il demande aux partisans du Hezbollah de se retirer des manifestations pour éviter le chaos politique et économique.

**27 octobre**

L'armée tente pour la première fois de débloquent les barrages construits par les manifestants. Les Libanais se mobilisent de plus en plus, formant une chaîne humaine de 170km du Nord au Sud du pays.

# Les grands moments de la contestation au Liban

**29 octobre**

En marge des violences qui éclatent régulièrement entre les partisans du Hezbollah et les autres manifestants, le Premier ministre annonce sa démission en constatant "l'impasse" dans laquelle son gouvernement se trouve. C'est une première victoire pour les manifestants après 10 jours de mobilisation.

**6 novembre**

Lycéens et étudiants reprennent le flambeau de la contestation, pendant que des tractations politiques partisans se tiennent pour sortir de la crise.

**16 novembre**

Alors qu'il avait été désigné par les quatre principaux partis politiques libanais, le milliardaire Mohammad Safadi renonce à devenir Premier ministre.

**22 novembre**

Les manifestants se réunissent en nombre lors de la fête nationale qu'ils transforment en célébration de la cause qu'ils défendent depuis plus d'un mois.

**25 novembre**

Le Conseil de Sécurité de l'ONU appelle les manifestants à "préserver le caractère pacifique des manifestations", constatant les violences grandissantes avec les forces de l'ordre.

**11 décembre**

La France organise à Paris une réunion internationale pour "aider le Liban à sortir de la crise politique et économique".

**16 décembre**

Le Parlement libanais reporte une seconde fois la désignation d'un nouveau Premier ministre en marge des scènes de violence entre armée et manifestants. Les manifestants contestent l'éventualité d'une reconduction de Saïd Hariri au poste de Premier ministre, comme le laissent suggérer les dernières indications du côté du pouvoir.

# Une crise économique, sociale et politique

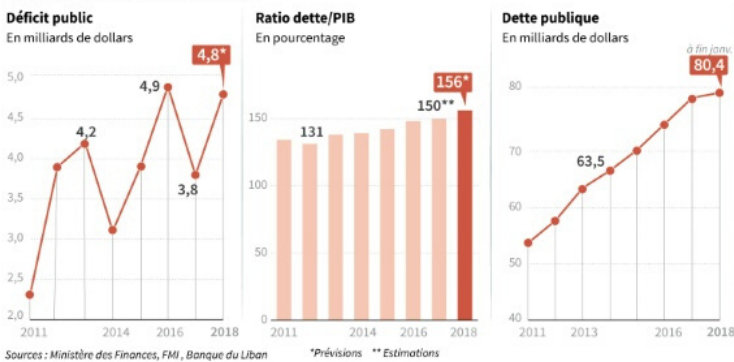
Les contestations sont principalement dues à une **crise économique nationale**. L'élément déclencheur de la crise, c'est à dire l'annonce de la création d'une taxe sur les communications Whatsapp, en est l'exemple parfait.

Le Liban se trouve aujourd'hui avec une dette de plus de **86 milliards de dollars**, ce qui entraîne également une crise de liquidités et une baisse de la consommation.

Cette baisse de l'activité économique a, par ailleurs, un impact sur le taux de chômage. En effet, certains économistes, comme Jad Chaaban, estiment que le **taux de chômage** pourrait passer de 35 à 50% si rien n'est fait pour réguler voire réduire l'inflation.

## Évolution des principaux indicateurs économiques libanais

### L'économie libanaise



Cette crise économique est accompagnée par une importante **crise sociale**.

De plus en plus de suicides sont recensés, et sont justifiés par de trop grandes difficultés financières. Les coupures d'électricité, la pénurie d'eau potable et l'absence de traitement des déchets sont des facteurs qui contribuent au maintien d'un état de tension.

Les Libanais attendent des solutions précises et efficaces de la part de leurs **représentants** et expriment au travers des contestations leur exaspération envers la classe politique. Les liens trop forts entre les politiques et les entreprises, ou de manière plus générale entre les politiques et les personnes fortunées du pays, aggravent cette situation.

Les incendies ravageurs du mois d'octobre, et surtout l'absence d'intervention de la part des autorités pour les éteindre, furent les catalyseurs de ces protestations contre le gouvernement.

Après la démission de Saad Hariri le 30 octobre, le pays demeure dans une impasse politique. Alors que la rue demande un gouvernement de **technocrates**, la classe politique s'obstine à vouloir un gouvernement « **techno-politique** », pour reprendre les mots du Président de la République Michel Aoun. Si le nom de Samir Khatib, homme d'affaire, avait d'abord été évoqué fin novembre, l'idée a rapidement été abandonnée après une forte contestation populaire.

Un consensus des partis dits du « 8 mars », comprenant le tandem chiite (Hezbollah et Amal) et le Courant Patriotique Libre (le parti de Michel Aoun) a fini par aboutir à la nomination de **Hassan Diab**, ex-ministre de l'éducation et universitaire, au poste de Premier ministre.

C'est finalement la complète **déconnexion** entre la classe politique et la population qui pousse le peuple libanais aux contestations.

# Une révolte au carrefour de multiples influences

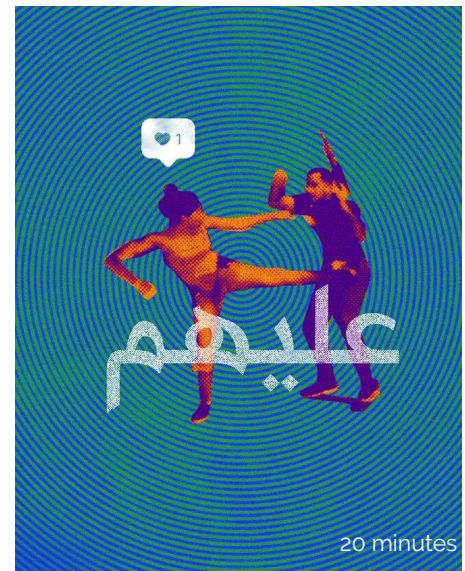


La révolte libanaise a été l'élément déclencheur **de multitudes de revendications**, mais les rues libanaises ont également été le théâtre de nombreuses influences. On a pu voir, comme à Hong Kong ou au Chili, des manifestants arborer les couleurs du Joker, anti-héros du film éponyme de Todd Phillips, symbole de **résistance face aux inégalités et au pouvoir de l'argent**.

Ces contestations, parfois mêlées de symboles aux arrières-goûts de culture pop, sont la consécration d'une **révolte de la jeunesse**, qui se mobilise au-delà des groupes religieux et socio-économiques. Les jeunes libanais qui descendent manifester se retrouvent notamment sur une observation: les hommes politiques au pouvoir sont dépassés et décalés avec les problèmes et enjeux de la modernité. Ils ne parviennent pas à contrer le chômage structurel et la pauvreté: 46% de la population était sans emploi en 2018 et 27% des habitants vivaient en-dessous du seuil de pauvreté en 2015.

Dans un tout autre registre, le groupe islamiste chiite **Hezbollah** s'est mêlé aux contestations populaires en jouant de son influence non négligeable sur la société libanaise. Principale force musulmane du pays - et un des principaux soutiens au président Michel Aoun lors de son élection en 2016 - la communauté chiite est une masse importante représentée par le "Parti de Dieu", le Hezbollah. L'organisation est, par ailleurs, considérée comme organisation djihadiste terroriste par bon nombre de pays, du fait de ses activités paramilitaires. Dans le cadre des révoltes populaires des dernières semaines, le Hezbollah a d'abord soutenu timidement les manifestations avant de s'y opposer pour des raisons stratégiques : **Le Hezbollah ne veut pas "perdre le Liban"**. En effet, le parti estime que la rue est influencée par des puissances étrangères, aussi bien Israël que des pays occidentaux, ce qui représente un risque sans précédent pour la puissance de l'organisation, son influence sur la population et sa légitimité.

Loin des considérations partisans, la cause **féminine et féministe** s'est aussi ajoutée aux contestations nationales. La lutte contre les inégalités hommes-femmes vient se rajouter au cortège des revendications populaires. L'événement initial de cette mobilisation féminine est la vidéo devenue virale de la "femme au coup de pied" quand, fin octobre, une femme asséné un coup de pied dans l'entrejambe d'un garde du corps du ministre de l'Education. Symbole de la lutte des femmes contre la société patriarcale libanaise, elle a mené le mouvement de mobilisation contre les **lois communautaires** qui empêchent les femmes de jouir des mêmes droits que les hommes libanais.



# Un nouveau "printemps arabe"?



La comparaison avec le « printemps arabe » de 2011, qui avait secoué la Tunisie, la Libye, l'Égypte, l'Irak ou encore l'Algérie est plus que tentante. On se rappelle également qu'au Liban, le dernier mouvement d'une telle ampleur date de 2005 avec la Révolution du Cèdre. Après l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février, une vague de manifestations pacifiques ont eu lieu pour demander la fin de l'occupation syrienne qui remonte aux années de la guerre civile (1975-1990). **Le Liban ne serait-il pas en train de vivre son nouveau « printemps arabe » ?**

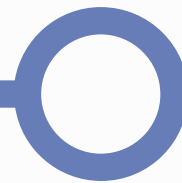
D'une part tous les Libanais, peu importe leur communauté ou appartenance géographique, manifestent pour le départ des tenants du pouvoir actuel. Les raisons : corruption et manque de réformes structurelles tant au niveau social qu'au niveau de l'économie du pays. Les manifestants clament haut et fort leur « **libanité** » et non leur appartenance religieuse dans un pays où le communautarisme est plus qu'exacerbé. Ce fut aussi le cas en Égypte et en Syrie en 2011 où les minorités s'étaient fondues dans la masse protestataire.

Cependant, comparer les mouvements qui agitent le Liban sur le modèle du « printemps arabe » pose la question de la finalité. Si le « printemps arabe » a marqué les esprits, les résultats qui en ont été tirés sont loin d'être ceux espérés à son début. Par ailleurs, contrairement aux autres acteurs du « printemps arabe », le Liban est un pays entouré de deux puissances rivales qui surveillent de près l'issue des protestations : **Israël** et **l'Iran**.

D'un côté le gouvernement de Netanyhaou surveille de près la situation politique du Liban, et plus particulièrement la position du Hezbollah. Ce dernier ayant récemment converti ses roquettes en missiles de précision, pouvant atteindre facilement l'État hébreu. De son côté, Téhéran craint une perte d'influence du Hezbollah qui, depuis 2006 et sa victoire contre Israël, n'a cessé d'accentuer son étreinte sur le Liban. L'ayatollah Ali Khamenei accuse les pays occidentaux d'avoir aidé les révoltes libanaises.



# SOURCES



- AFP, « Contestation au Liban : risque ou opportunité ? s'interroge Israël », Le Point, 2 novembre 2019
- AFP, « Liban : des dizaines de blessés dans les heurts de samedi soir à Beyrouth », Libération, 15 décembre 2019
- AFP et GAMAL-GABRIEL Tony, « Liban : nouvelles manifestations au lendemain de heurts avec la police », Courrier picard, 15 décembre 2019
- AFP et Le Monde, « Au Liban, le mouvement de contestation entre dans sa quatrième semaine », Le Monde, 7 novembre 2019
- AFP et Le Monde, « Au Liban, Hassan Diab, soutenu par le Hezbollah, est nommé premier ministre », Le Monde, 19 décembre 2019
- AFP et Ouest-France, « 'Joker'. Au Liban, à Hong Kong, au Chili, l'ennemi de Batman devient l'icône des manifestants », Ouest-France, 23 octobre 2019
- BEN MILOUD Zohra, FARHAT Mohamed, « Le Liban continue de se noyer sous les déchets », France24, 20 novembre 2019
- BOURCIER Nicolas, THIBAUT Harold, LECLERC Aline, Service international, DAGORN Gary, « Du déclencheur local à la révolte globale : la convergence des luttes dans le monde », Le Monde, 8 novembre 2019
- BOURCIER Nicolas, « Algérie, Liban, Irak, Chili, Hongkong... La contestation est mondiale », Le Monde, 8 novembre 2019
- CAMPISTRON Marie, « Au Liban, les femmes et leurs droits au cœur des manifestations », France24, 23 octobre 2019
- DANIEL Sara, « Liban, Hong Kong, Iran... les visages d'une révolte mondiale », L'Obs, 22 novembre 2019
- DAYAN-HERZBRUN Sonia, « Révolutions arabes : quel printemps pour les femmes ? », Les Cahiers de l'Orient, vol. 109, no. 1, 2013, pp. 89-98.
- DESORGUES Pierre, « Liban : les causes de la crise économique », TV5Monde, 13 décembre 2019
- France24, « Au Liban, une fête nationale aux accents de révolte », France24, 22 novembre 2019
- FILIU Jean-Pierre, « Chiïtes contre chiïtes en Irak et au Liban », Le Monde, 10 novembre 2019
- JALKH Jeanine, HAYEK Caroline, SAMRANI Anthony, « Face à la révolte, le Hezbollah empêtré dans ses contradictions », L'Orient Le Jour, 9 novembre 2019
- KEBBI Julie, « La révolte libanaise est-elle comparable aux printemps arabes ? », L'Orient Le Jour, 23 octobre 2019
- MARTINAT Philippe, « Au Liban, le Hezbollah au cœur de la crise », Le Parisien, 1 novembre 2019
- LANGLOIS Roméo, AWAD Mayssa, « Liban : la jeunesse en révolte », France24, 23 novembre 2019
- MINOUI Delphine, « Un nouveau 'printemps arabe' est-il en train de naître ? », Le Figaro, 17 novembre 2019
- RFI, « Au Liban, une fête nationale de l'indépendance marquée par la contestation », RFI, 22 novembre 2019
- RFI, « Liban-fête nationale : après la liesse populaire, la discrétion des politiques », RFI, 23 novembre 2019
- STEPHAN Laure, « Saad Hariri, un personnage-clé dans l'architecture du pouvoir libanais », Le Monde, 30 octobre 2019
- STEPHAN Laure, « Au Liban, 'on s'est réapproprié notre fête nationale' », Le Monde, 23 novembre 2019
- TESORIERE Ronan, « Liban : la jeune fille et le coup de pied, symboles de la contestation populaire », Le Parisien, 24 octobre 2019
- TONNERRE Clermont, « De Bagdad à Beyrouth, l'axe iranien chancelle », Slate France, 22 novembre 2019